

Vrai ou Faux ?



« REJOINDRE UN PÔLE ÉDUCATIF SIGNIFIE INTÉGRER L'ÉDUCATION NATIONALE » FAUX !

Contrairement à ce que certains veulent faire croire, notre demande n'est pas de rejoindre l'Éducation Nationale. Nous revendiquons un ministère Jeunesse et Sports de plein exercice dans un grand pôle éducatif interministériel. Même si nous aurions préféré retrouver un fonctionnement purement JS, nous sommes conscients du contexte qui oblige à des rapprochements ministériels et des mutualisations. Dans ce contexte, nous préférons nous rapprocher des ministères éducatifs que de rester dans les ministères sociaux.

Actuellement, nous sommes gérés par une DRH commune à Jeunesse et Sports, la Santé et le Travail. Notre demande est de changer d'interministérialité, pour être placés aux côtés de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur.

Concernant les missions, il ne s'agit pas de faire le travail d'un enseignant d'EPS, mais bien de conserver (ou retrouver) les missions statutaires d'un PTP sport. Il y aurait toujours des missions spécifiques Jeunesse et Sports et des politiques publiques interministérielles à mettre en œuvre, mais au lieu de s'inscrire dans la réparation sociale, nous aurions des missions éducatives relatives à des projets de formation, des projets de développement des APS ou à des projets de performance. Les liens avec l'Éducation Nationale existent déjà (développement de la pratique des APS pour le plus grand nombre avec Génération 2024, filières des formations relatives aux métiers du sport et de l'animation, parcours sports études pour les sportifs de haut niveau mineurs ou majeurs, missions ministérielles transversales telles que sport citoyen, sport laïcité, sport féminin, sport et prévention santé, savoir nager, etc) ; il s'agirait de les renforcer !



« LA DRH DES MINISTÈRES SOCIAUX MALTRAITE LES PTP JS » VRAI !

Depuis notre intégration dans les ministères dits sociaux, les PTP JS sont incompris et malmenés. Les représentants des personnels qui siègent dans les instances « corpo » (CAP) et participent à tous les groupes de travail sur les métiers, carrières et missions s'en rendent compte tous les jours, contrairement à d'autres syndicats qui ne côtoient pas cette DRH santé-travail aussi régulièrement que nous.

Réforme du statut et des missions des PTP, revalorisation des carrières (PPCR), politique indemnitaire, évaluation de la valeur professionnelle, harmonisation du temps de travail, ..., tout est fait pour nier les spécificités JS. Ce n'est qu'au prix de hautes luttes, et en faisant souvent intervenir les cabinets de nos ministres de tutelle, que nous (FSU et UNSA) avons limité la casse et/ou obtenu quelques avancées (EX : augmentation des rémunérations via PPCR).

Cette DRH ne valorise pas l'engagement professionnel des PTP et la plupart des mesures s'avèrent contraires aux intérêts des PTP JS. Nous ne mettons pas ici en cause les personnes, [surtout pas celles qui travaillent au bureau SD2D (qui gère les personnels JS) car elles font de leur mieux compte-tenu du contexte], mais la structure et parfois sa direction. Il faut quitter la cohésion sociale !

Dans une DRH des ministères éducatifs, nous serons peut-être « noyés », mais nous le sommes déjà dans les ministères sociaux (cf. nombre de PTP JS / nombre agents santé et travail). Par contre, nous serons probablement davantage compris lorsqu'on parlera d'éducation ou de pédagogie. Quant à la gestion des carrières, est-il nécessaire de rappeler que toutes les mesures PPCR ont été mises en œuvre en temps voulu pour les enseignants gérés par l'Éducation Nationale (reclassements, classe exceptionnelle, RDV de carrière) ?